

Demande de renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

CAHIER DE
DOCUMENTATION
POUR LA
COMMISSION
PARLEMENTAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un **ministère ou un organisme**, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les **cabinets ministériels** en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15. a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
 - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
 - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
 - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
 - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'employés permanents et temporaires.
 - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
 - q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;
 - r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16. a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction: le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction: le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction: le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2018-2019.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2018-2019;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.
26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. a. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

- b. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.1	2017-04-05 2017-04-06	Toronto	Participation à un symposium présenté conjointement par le Groupe TMX et la chambre de compensation de Shanghai	1 056,97\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.2	2017-04-10 2017-04-11	Toronto	Participation à une conférence au sujet des obligations vertes	1 599,44\$	Guillaume Pichard Marie-Eve Bouchard	Directeur Agente de recherche et de planification socio-économique
1.3	2017-05-02 2017-05-04	Toronto	Participation en tant que présentateurs à la conférence BMO sur le financement gouvernemental	2 466,92\$	Guillaume Pichard Bernard Asselin	Directeur Directeur
1.4	2017-05-04 2017-05-06	New York (USA)	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers, des représentants de banques et de firmes de courtage	6 135,64\$	Carlos Leitão Guillaume Caudron Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Directeur de cabinet Sous-ministre associé Sous-ministre adjoint
1.5	2017-05-22 2017-05-26	Toronto	Participation au Congrès – Le sommet de Placement Canada	3 722,09\$	Harold Garneau Mathieu Villeneuve	Directeur général Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
1.6	2017-05-26 2017-05-31	Winnipeg	Participation à titre de trésorière de l'Institut de la gestion financière - section Québec (IGF-Qc) à l'AGSP 2018 (coûts assumés par IGF Canada)	0,00\$	Véronique St-Hilaire	Directrice

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.8	2017-06-04 2017-06-06	Ottawa	Réunion annuelle du sous-comité sur les transferts fédéraux	2 032,32\$	Jean-François Chauvette Louis-Alexis Pelletier-Dubé	Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique
1.7	2017-06-04 2017-06-06	Winnipeg	Rencontre du Continuing Committee of Officials (CCO)	2 567,65\$	Carla Carvallo Francis Hébert Sébastien Pomerleau	Agente de recherche et de planification socio-économique Agent de recherche et de planification socio-économique Agent de recherche et de planification socio-économique
1.9	2017-06-06 2017-06-09	Toronto	Participation au Forum annuel du GONN (Government Organization National Network)	987,85\$	Luc Joli-Coeur	Directeur
1.10	2017-06-18 2017-06-19	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances	3 928,70\$	Carlos Leitão Audrey Cloutier Luc Monty Pierre Côté Marie-Claude Lavallée	Ministre des Finances Attachée de presse Sous-ministre Sous-ministre associé Directrice générale
1.11	2017-06-18 2017-06-23	Londres	Participation aux conférences "Euromoney" et "Environmental Finance Green Bonds"	4 389,98\$	Guillaume Pichard	Directeur

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.12	2017-06-21 2017-07-01	Bruxelles, Paris, Zurich, Francfort, Amsterdam, Londres	Rencontre avec des investisseurs financiers et des dirigeants de grandes banques européennes	31 520,47\$	Carlos Leitão Guillaume Caudron Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Directeur de cabinet Sous-ministre associé Sous-ministre adjoint
1.13	2017-06-27 2017-06-29	Toronto	Formation sur l'évaluation des produits dérivés de taux d'intérêt (coûts assumés par Fonds de Financement du Québec)	0,00\$	Martin Soucy	Agent de recherche et de planification socio-économique
1.14	2017-07-10 2017-07-11	Ottawa	Rencontre avec des représentants de la Banque du Canada et d'autres provinces	834,91\$	Éric Deschênes Benjamin Calixte	Directeur Directeur
1.15	2017-07-11 2017-07-14	Ottawa	Participation à la conférence annuelle des emprunteurs provinciaux et rencontre avec des investisseurs financiers	3 296,02\$	Guillaume Pichard Éric Deschênes Bernard Asselin	Directeur Directeur Directeur
1.16	2017-07-30 2017-08-02	Ottawa	38e Assemblée annuelle des contrôleurs financiers canadiens	1 226,58\$	Lucie Pageau	Directrice générale

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.17	2017-09-20 2017-09-21	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres et sous-ministres de l'Infrastructure	3 861,55\$	Carlos Leitão Lambert Lorrain Pierre Côté	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre associé
1.18	2017-09-24 2017-09-29	Boston, New York, Chicago, Minnesota (USA)	Rencontre avec les acheteurs de titres du gouvernement du Québec	6 632,65\$	Alain Bélanger Guillaume Pichard	Sous-ministre adjoint Directeur
1.19	2017-09-25	Toronto	Rencontre intergouvernementale	66,19\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint
1.20	2017-09-25 2017-09-26	New York (USA)	Bloomberg Fixed Income Conference	1 533,60\$	Carlos Leitão Guillaume Caudron	Ministre des Finances Directeur de cabinet
1.21	2017-10-04 2017-10-06	Ottawa	Groupe de travail canadien concernant les boissons alcooliques	581,57\$	Luc Joli-Coeur	Directeur
1.22	2017-10-22 2017-10-23	Ottawa	Réunion du sous-comité sur les transferts fédéraux (SCT)	1 107,70\$	Jean-François Chauvette Maxime Legault	Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.23	2017-10-22 2017-10-25	New York - Washington	Conférence "Environmental Finance's 4th annual Green Bonds Americas" et rencontres avec des investisseurs financiers	4 992,66\$	Bernard Asselin Guillaume Pichard	Directeur Directeur
1.24	2017-10-24	Toronto	Rencontre annuelle du comité des services financiers de l'Accord de coopération Québec / Ontario (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers)	0,00\$	Richard Boivin Denis Labrie Louis Bujold	Sous-ministre adjoint Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique
1.25	2017-11-21 2017-11-22	Ottawa	Réunion du Comité fédéral-provincial sur la fiscalité	1 494,83\$	Marc Grandisson Luc Bilodeau	Sous-ministre adjoint Directeur
1.26	2017-11-30 2017-12-01	Toronto	Rencontre avec des représentants du gouvernement fédéral et d'autres provinces et des représentants de la RBC et de GlobalCapital	679,47\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.27	2017-12-03 2017-12-08	Vancouver, Calgary, Edmonton, Regina et Winnipeg	Présentation du programme de financement du gouvernement du Québec, du programme d'obligations vertes du Québec et des récents développements sur la situation économique et en matière de finances publiques	6 437,24\$	Alain Bélanger Bernard Asselin	Sous-ministre adjoint Directeur
1.28	2017-12-05 2017-12-07	Ottawa	Rencontre de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) concernant le Fonds de la taxe sur l'essence	611,84\$	François Boilard	Agent de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.29	2017-12-10 2017-12-11	Ottawa	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances	3 774,95\$	Carlos Leitão Guillaume Caudron Audrey Cloutier Luc Monty Pierre Côté Marie-Claude Lavallée	Ministre des Finances Directeur de cabinet Attachée de presse Sous-ministre Sous-ministre associé Directrice générale
1.30	2018-01-04 2018-01-13	Beijing, Shangai (République de Chine) Tokyo (Japon)	Rencontre avec des investisseurs financiers	52 828,36\$	Carlos Leitão Dominic Cormier Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Directeur adjoint de cabinet Sous-ministre associé Sous-ministre adjoint
1.31	2018-01-16 2018-01-17	Ottawa	Rencontre avec les responsables de la réglementation du secteur financier des provinces et du gouvernement fédéral (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers)	0,00\$	Denis Labrie	Directeur

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.32	2018-01-24 2018-01-25	Toronto	Rencontre avec des investisseurs financiers	2 689,97\$	Alain Bélanger Guillaume Pichard Bernard Asselin	Sous-ministre adjoint Directeur Directeur
1.33	2018-02-25 2018-03-02	Seattle, San Francisco et Los Angeles (USA)	Participation à une conférence avec des investisseurs financiers "Green Bonds Symposium 2018" et rencontres individuelles avec des investisseurs financiers	3 537,74\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.34	2018-02-27	Ottawa	Assister au huis clos des provinces et des territoires au budget fédéral 2018	2 620,43\$	Marie-Claude Lavallée Audrey Leclerc Jean-François Chauvette Miary Ny Aina Rakotomaharo	Directrice générale Directrice Directeur Agente de recherche et de planification socio-économique
1.35	2018-02-27 2018-03-03	Genève (Suisse)	Participation aux consultations demandées par l'Australie à l'Organisation mondiale du commerce dans le différend portant sur certaines mesures visant la commercialisation du vin au Canada	3 775,39\$	Lucie Demers	Avocate

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.36	2018-03-08	Toronto	Rencontre avec des économistes du secteur privé pour les prévisions prébudgétaires	1 952,90\$	Daniel Floréa Francis Hébert Nicolas Breton	Directeur général Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique
1.37	2018-03-21 2018-03-22	Ottawa	Audition à la Cour suprême – Valeurs mobilières (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers)	0,00\$	Charles Côté	Avocat

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2017-2018 :

- a) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Date du voyage	Itinéraire	Coût d’avion	Autres frais de voyage
2018-02-22 au 2018-02-23	Montréal – Québec – Bonaventure – Québec – Montréal	1 810 \$	629 \$
2018-03-05	Montréal – Bagotville – Montréal	1 990 \$	231 \$
2018-03-07	Montréal – Val-d’Or – Rouyn-Noranda – Val-d’Or – Montréal	1 270 \$	298 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)* au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation546.asp

- Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018; et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2017-2018

Projet	Objet	Fournisseur	Mode d'octroi	Dépenses 2017-2018
Plan économique du Québec Budget 2017-2018	Évaluation de la campagne publicitaire	Léger Marketing	Contrat de gré à gré	17 050 \$
		CSPQ ⁽¹⁾	Offre de services du CSPQ	1 705 \$
				18 755 \$
Campagnes Épargne Placements Québec	Évaluation des campagnes publicitaires	SOM	Contrat de gré à gré	20 000 \$
	Notoriété de la marque	SOM	Contrat de gré à gré	9 975 \$
	Placement publicitaire	Question Retraite	Entente entre le MFQ et Question Retraite	9 000 \$
				38 975 \$

(1) Le Service de la publicité du CSPQ coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 10 % sur les honoraires et les coûts de production et de 5,88 % sur les placements médias.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)* au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp

Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l’organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d’événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement.

DÉPENSES POUR 2017-2018

Type d'événement	But visé	Coûts (en \$)	Fournisseur
1. Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2017-07-05)	305	Bell
2. Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2017-10-04)	486	Bell
3. Rencontre du ministre	Rencontre avec le Groupe d'initiative financière (2017-10-20)	1 133	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
4. Conférence de presse	Comité d'experts sur le revenu minimum garanti (2017-11-17)	495	Hôtel Château Laurier
		1 080	Freeman Audiovisuel
5. Conférence de presse	Le Plan économique du Québec – Mise à jour de novembre 2017 (2017-11-21)	—	Assemblée nationale
6. Exposition Québec Mines 2017	Participation en tant qu'exposant pour présenter des mesures fiscales en lien avec le secteur minier (2017-11-21)	—	Centre des congrès de Québec
7. Activité de presse	Huis clos du budget 2018-2019 (2018-03-27)	133 646	Centre des congrès de Québec (location de salles, aménagement, sonorisation, éclairage et projection)
		10 803	Freeman Audiovisuel
		60 069	Capital HRS inc. Traiteur

Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

Aucune somme n'a été dépensée en 2017-2018 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE

Fournisseurs	But	Dépenses
Centre Microbur	Améliorer les compétences en matière de français écrit	3 800 \$
Centre Microbur	Améliorer les compétences en matière de rédaction stratégique en français	3 875 \$
CAMIQ Inc.	Développement et maintien des compétences – communication	570 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les renseignements diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou des députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2017-2018 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**) au lien Internet suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour le ministère :

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2018 (en \$)	Mode d’octroi
Alain Pruneau	Services en informatique	8 000	0	Gré à gré
Edgar inc.	Services de traduction	15 000	842	Gré à gré
Jelar communications	Services de révision linguistique	8 000	0	Gré à gré
JLR inc.	Services d’analyse de données immobilières	15 500	11 500	Gré à gré
Georges Bouchard	Services de graphisme	15 000	0	Gré à gré
Lyne Dussault	Services de consultant en droit fiscal	10 000	0	Gré à gré
Momentum Technologies inc.	Services en informatique	16 380	6 863	Gré à gré
Pagui inc.	Services de réparation et d’installation des prises réseaux	20 000	1 959	Gré à gré
Sono Vidéo inc.	Services d’entretien des appareils de visioconférence	14 031	14 031	Gré à gré
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	19 300	19 300	Appel d’offres sur invitation
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	9 975	9 975	Gré à gré
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	20 000	20 000	Gré à gré

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018 (suite)

Pour le cabinet ministériel :

Aucun contrat n'a été octroyé pour le cabinet ministériel.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l’organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d’autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d’évaluation, de vérification ou d’enquête produit concernant un de ces contrats.

Un contrat a fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre pour un dépassement de coût.

Nom de la firme	Montant du dépassement accordé	Motif de la demande
Fasken Martineau Dumoulin SENCRL, srl	70 685 \$	Une autorisation de dépassement de coût a été donnée afin de pouvoir compléter la négociation et la signature des ententes avec le gouvernement

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d’évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

PROJET – SERVICES DE TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L’ANGLAIS (S210024896)

Soumissionnaire	
1. Services linguistiques Versacom inc.	
Soumissionnaire retenu :	Services linguistiques Versacom inc.
Prix :	150 000 \$/annuellement

PROJET – SERVICES-CONSEILS EN DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS EN TECHNOLOGIE DE L’INFORMATION (S210025296)

Soumissionnaire	
1. Momentum Technologies inc.	
Soumissionnaire retenu :	Momentum Technologies inc.
Prix :	250 000 \$/annuellement

PROJET – SERVICES D’ARCHITECTURE EN MATIÈRE D’AMÉNAGEMENT DES ENVIRONNEMENTS DE TRAVAIL (S210025533)

Soumissionnaires	
1. Lemay Co	
2. Groupe Régis Côté et associés inc.	
3. Coarchitecture/BGLA Architectes	
4. Lemay Michaud Architecture Design	
5. MDA Architectes	
6. Fugère architecture inc.	
7. ABCP Architecture	
Soumissionnaire retenu :	Coarchitecture/BGLA Architectes
Prix :	150 000 \$/annuellement

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l’exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l’exercice de l’étude des crédits.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

<i>Veillez vous référer à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.</i>
--

Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des Ti pour les 10 dernières années.

PROJET EN COURS EN 2017-2018

Nom du projet : MFQ-012	RPÉ – Rapport préélectoral
Nature du projet	Développement informatique
Montant initialement prévu	750 000 \$
Coûts 2017-2018 en date du 28 février 2018	402 630 \$
% de réalisation en date du 28 février 2018	75,4 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre	Non applicable
Pénalités appliquées à des sous-traitants	Aucune pénalité

PROJET INITIÉ EN 2017-2018

Nom du projet : MFQ-013	MAI – Mise à jour du progiciel Integrity
Nature du projet	Développement informatique
Montant initialement prévu	230 900 \$
Coûts 2017-2018 en date du 28 février 2018	N/A ⁽¹⁾
% de réalisation en date du 28 février 2018	N/A ⁽¹⁾
Étude d'opportunité pour logiciel libre	Non applicable
Pénalités appliquées à des sous-traitants	Aucune pénalité

(1) Le projet est suspendu depuis le 18 décembre 2017. La mise en production de la version 8.5 du progiciel Integrity devant être effectuée en dehors des heures normales de travail, n'a pas pu être réalisée tel que prévu à l'origine de la planification du projet, étant donné la grève des professionnels.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h) j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en \$)
Photocopies	117 046
Mobilier de bureau et ameublement	32 681
Décoration et l'embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de déplacements :	
— Frais de transport	188 222
— Frais d'hébergement	184 349
— Frais de repas	40 978
	413 549
Retraités et 25 ans de service	3 552
Budget Assemblée Nationale	7 086
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ⁽¹⁾	
— au Québec	172 843
— à l'extérieur du Québec	—
	172 843

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

**TÉLÉPHONES CELLULAIRES, BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRES TYPES DE
TÉLÉPHONES INTELLIGENTS**

Objet	Total / fournisseurs
Nombre	177
Coût d'acquisition	2 365 \$
Coût d'utilisation	610 \$
Coût des contrats téléphoniques	48 139 \$
Coût de résiliation	0 \$
Fournisseurs	B-Tel inc. (Bell Mobilité) Rogers direct

**ORDINATEURS PORTABLES, IPAD OU AUTRES TYPES DE TABLETTES
ÉLECTRONIQUES**

Objet	Total / fournisseurs
Nombre	167
Coût d'acquisition	59 875 \$
Coût d'utilisation	1 170 \$
Coût des contrats	8 162 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**) au lien Internet suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation554.asp

- Q-15** a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q)** Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
- r)** L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

RÉPONSE Q-15 :

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi au 28 février 2018 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	Hors cadres		Cadres		Professionnels		Pers. de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	-	-	3	0,5%	56	10,3%	3	0,5%	-	-	62	11,3%
Hommes de 35 ans ou plus	9	1,7%	51	9,3%	129	23,6%	10	1,8%	1	0,2%	200	36,6%
Total - Hommes	9	1,7%	54	9,8%	185	33,9%	13	2,3%	1	0,2%	262	47,9%

Femmes de moins de 35 ans	-	-	-	-	42	7,7%	27	4,9%	-	-	69	12,6%
Femmes de 35 ans ou plus	2	0,4%	21	3,8%	144	26,3%	49	9%	-	-	216	39,5%
Total - Femmes	2	0,4%	21	3,8%	186	34%	76	13,9%	-	-	285	52,1%

Total hommes + femmes	11	2%	75	13,7%	371	67,8%	89	16,3%	1	0,2%	547	100%
-----------------------	----	----	----	-------	-----	-------	----	-------	---	------	-----	------

Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans	-	-	3	0,5%	98	17,9%	30	5,5%	-	-	131	23,9%
Total Hommes + Femmes 35 ans et plus	11	2%	72	13,2%	273	49,9%	59	10,8%	1	0,2%	416	76,1%
Grand total	11	2%	75	13,7%	371	67,8%	89	16,3%	1	0,2%	547	100%

Personnes handicapées de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnes handicapées de 35 ans et plus	-	-	-	-	4	0,7%	2	0,4%	-	-	6	1,1%
Total	-	-	-	-	4	0,7%	2	0,4%	-	-	6	1,1%

Anglophones de moins de 35 ans	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	-	-	1	0,2%
Anglophones de 35 ans et plus	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	-	-	1	0,2%
Total	-	-	-	-	2	0,4%	-	-	-	-	2	0,4%

Autochtones de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	1	0,2%
Autochtones de 35 ans et plus	-	-	1	0,2%	1	0,2%	-	-	-	-	2	0,4%
Total	-	-	1	0,2%	1	0,2%	1	0,2%	-	-	3	0,6%

Communautés culturelles de moins de 35 ans	-	-	-	-	4	0,7%	1	0,2%	-	-	5	0,9%
Communautés culturelles de plus de 35 ans	-	-	3	0,5%	30	5,5%	4	0,7%	-	-	37	6,7%
Total	-	-	3	0,5%	34	6,2%	5	0,9%	-	-	42	7,6%

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 28 février 2018, incluant le Fonds de financement.

RÉPONSE Q-15 :

c) Le nombre total de jours en maladie pris par le personnel en 2017-2018.

(Les données proviennent du rapport EI de Sagir et incluent les assurances-salaire)

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie du 1 ^{er} avril 2017 au 17 mars 2018
Cadres	292,4
Professionnels	3 226,0
Pers. de bureau et techniciens	851,8
Ouvriers	4,0
Autre catégorie ¹	-
Total	4 374,2

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2017-2018.

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres	10	19	34	23
Professionnels	104	140	87	62
Pers. de bureau et techniciens	36	40	19	3
Ouvriers	-	-	-	1
Autre catégorie ¹	41	-	-	-
Total	191	199	140	89

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

e) Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2017-2018 (argent, vacances, etc.)

(données fournies par le SAGIP en date du 16 mars 2018).

Catégorie de personnel	Nombre d’heures de travail effectuées	Compensées		Payées	
		Nombre d’heures de travail compensées	Montant des heures compensées	Nombre d’heures de travail payées	Montant des heures payées
Professionnels	12 286,50	4 209,65	202 586,11 \$	8 076,85	418 624,46 \$
Pers. bureau et techniciens	4 109,23	1 367,69	52 782,68 \$	2 741,54	104 968,82 \$
Ouvriers	-	-	-	-	-
Autre catégorie ¹	33,40	3,50	110,85 \$	29,90	946,94 \$
Total	16 429,13	5 580,84	255 479,64 \$	10 848,29	524 540,22 \$

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

¹ Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2017-2018.

Jours de vacances													
Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Cadres	58	40	107,5	418	636,5	56	55,5	32	95	101,5	25,5	27	1 652,5
Professionnels	209,7	261,7	516,3	1 486,6	2 635,5	514,1	229,2	131,2	347,7	489,3	143,8	112,2	7 077,4
Pers. de bureau et techniciens	57,2	79,1	91,1	455,3	555,4	99,1	53,9	28,5	96,4	105,6	35,6	16,1	1 673,2
Ouvriers	-	-	4	21	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Autre catégorie ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	324,9	380,8	718,9	2 380,9	3 827,4	669,2	338,6	191,7	539,1	696,4	204,9	155,3	10 428,1

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant les Fonds de financement.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2017-2018 par catégorie d’emploi.

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
395	208	13	3

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique en 2017-2018 (jusqu’au 28 février 2018).

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1^o de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

¹ Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Effectifs réguliers par catégorie d'emploi 2017-2018		
Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres	11	-
Cadres	75	-
Professionnels	367	4
Personnel de bureau et techniciens	87	2
Ouvriers	1	-

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Niveau expert	Niveau émérite	Total
137	16	153

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Années	Nombre d'employés
2017-2018	3

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2017-2018	9	-
Cadres		
2017-2018	84	-
Professionnels		
2017-2018	484	4
Personnel de bureau et techniciens		
2017-2018	114	2
Ouvriers		
2017-2018	1	-
Étudiants et stagiaires		
2017-2018	42	1

Note : Nombre de postes autorisés et non autorisés, incluant le Fonds de financement.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

RÉPONSE Q-15 :

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.

Le ministère n'a pas aboli de postes en 2017-2018. Il a respecté les cibles d'effectifs déterminées par le SCT.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- Q-16**
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

3 remplacements pour 14 départs à la retraite.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

La Direction des ressources humaines a octroyé un contrat à deux retraités de la fonction publique ou parapublique.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

**ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3**

Superficie louée	12 705 m ²
Coût annuel de location	3 252 212 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} avril 1987
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	56 164 \$

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Québec (Québec) G1R 5A1**

Superficie louée	5 283 m ²
Coût annuel de location	1 071 185 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	294 \$

**ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook
Québec (Québec) G1R 4J3**

Superficie louée	6 147 m ²
Coût annuel de location	1 498 694 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	6 912 \$

**CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Superficie louée	819 m ²
Coût annuel de location	317 351 \$
Durée du bail	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d'aménagement	925 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation556.asp

- Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :**
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3**

Cabinet du ministre des Finances – Carlos Leitão

Coûts d'aménagement	23 949 \$
---------------------	-----------

**CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Cabinet du ministre des Finances – Carlos Leitão

Coûts d'aménagement	416 \$
---------------------	--------

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – CARLOS LEITÃO⁽¹⁾

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Caudron	Guillaume	Directeur de cabinet	Montréal
Cloutier	Audrey	Attachée de presse	Québec
Cormier	Dominic	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Desmarais	Dorothy	Employée de soutien	Montréal
Desmarais	Renée	Attachée politique	Montréal
Gasse	Dominique	Adjointe à la direction	Québec
Jeyabalaratnam	Gopinath	Attaché politique	Montréal
Langevin	Charles	Employé de soutien	Montréal
Lorrain	Lambert	Attaché politique	Montréal
Michelakis	Nikolitsa	Attachée politique	Montréal
Murray	Samuel	Attaché politique	Montréal
Nachabé	Yann Yehia	Conseiller politique	Montréal
Opritian	Lucy	Attachée politique	Montréal

(1) Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

Période	Masse salariale autorisée
Du 1 ^{er} avril 2017 au 11 octobre 2017	840 000 \$ (CT 217268 daté du 7 février 2017)
À compter du 12 octobre 2017	840 000 \$ (CT 218233 daté du 31 octobre 2017)

- Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DES FINANCES
(en dollars)

Organismes	Montant
À l'eau Péribonka	500
Accueil St-Ambroise de Loretteville	1 000
Accompagnement bénévole de l'Ouest [ABO]	2 000
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	7 500
Action Santé de Pointe St-Charles	500
Adaptavie inc.	1 000
Amélie et Frédérick, Service d'entraide	1 000
Appartenance Mauricie Société d'histoire régionale	500
Arche-Montréal inc.	4 000
Artistri Sud	2 500
Association de l'ouest de l'île pour les handicapés intellectuels inc.	4 000
Association de la Personne Handicapée de la MRC d'Antoine-Labelle	300
Association de Montréal pour la déficience intellectuelle	200
Association des galeries d'art contemporain	5 000
Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines	500
Association Messinese de Montréal inc.	500
Association régionale de patinage du Lac St-Louis	50
Association régionale de soccer du Lac St-Louis	500
Association Rugby Junior Rive-Sud (RJRS)	2 500
Atelier des lettres en alphabétisation de centre-sud inc.	300
Biennale internationale du lin de Portneuf	500
BIGICO	5 000
Carrefour d'Entraide Drummond inc.	500
Carrefour d'Initiatives Populaires de Rivière-du-Loup	300
Carrefour des 6-12 ans de Pierrefonds-Est inc.	3 000
Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	500
Centre Alimentaire Aylmer	2 500
Centre communautaire Richard-Gingras inc.	2 000
Centre d'action bénévole « la Grande Corvée »	500
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	2 500
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	1 000
Centre d'écoinitiatives populaires	1 000
Centre d'Encadrement pour Jeunes Femmes Immigrantes (CEJFI)	1 000
Centre d'Intégration Multi-Services de l'Ouest de l'Île (CIMOI)	3 000
Centre d'Union Multiculturelle et Artistique des Jeunes de Montréal (CUMAJ)	200
Centre de bien-être de l'Ouest-de-l'île pour personnes atteintes de cancer	500
Centre de pédiatrie sociale - Haute-Gaspésie	500
Centre de prévention des agressions de Montréal	500
Centre des Jeunes l'Escale de Montréal-Nord inc.	300
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources et de Référence d'Anjou	500
Centre l'Autre Maison inc.	500
Centre Mgr Marcoux inc.	500
Chez Émilie, Maison d'entraide populaire	500
CHOC Carrefour d'Hommes en Changement	500
Circuit des arts Memphrémagog	500

- Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Organismes	Montant
Clinique juridique itinérante	500
Clinique juridique Juripop	500
Club chasse & pêche conseil 2056 des Chevaliers de Colomb de Buckingham	200
Club d'âge d'or parc Delorme	400
Club de basketball Marquis Montréal	500
Club de patinage artistique Louiseville	1 000
Club de soccer de Magog	500
Club des aînés Dollard-des-Ormeaux	3 000
Club Intergénération la Petite Patrie	1 500
Club Rotary de Québec-Charlesbourg	500
Coin de la Joyeuse Culture	1 000
Collège André-Grasset	500
Comité du 100 ^e de Senneterre	500
Commission du Patrimoine et du développement récréotouristique de Greenville	1 000
Communauté des Catholiques Portugais (Diocèse de Montréal)	2 500
Communauté hellénique du Grand Montréal	2 000
Communauté Sépharade Unifiée du Québec	500
Compétition Hit the Floor	500
Comptoir Agoshin	1 000
Comptoir alimentaire Drummond inc.	500
Comptoir d'entraide Notre-Dame des Laurentides	2 000
Comptoir Louise et Frédéric	500
Concours international d'orgue du Canada	2 000
Conférence de Sainte-Ursule	500
Conférence St-Augustin-de-Desmaures	1 000
Conférence Saint-Benoît Abbé	2 000
Conférence Saint-Mathieu, Société Saint-Vincent-de-Paul de Québec	1 000
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	1 000
Conseil de la Nation Atikamekw	1 000
Corporation des fêtes du 350 ^e de Sainte-Anne-de-la-Pérade	100
Corporation du Noël des enfants 2002	500
Défi-Intégration-Développement-Accompagnement [DIDA]	500
DeGama, coopérative de solidarité	1 000
Deuil-Jeunesse	500
Développement, Expertise et Solidarité Internationale [DESI]	500
Dispensaire diététique de Montréal	500
Dysphasie Québec	300
École Belle-Vallée, école Rinfret	1 000
École polyvalente Le Carrefour	1 000
École primaire de Louiseville	2 000
École secondaire Dorval / Jean-XXIII (CS Marguerite-Bourgeoys)	2 500
Éducaloi	2 000
Enfant retour Québec	500
Entraide Bois-de-Boulogne	1 000
Entraide communautaire des Îles inc.	1 000
Entraide Sainte-Foy	750

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Organismes	Montant
Équiterre	10 000
Expérience Embargo	500
Fabrique de la Paroisse Sainte-Marguerite-Bourgeoys	2 000
Fédération québécoise des Sociétés Alzheimer	1 000
Festival Blues Plateau Boréal inc.	500
Festival Country St-Antonin	500
Festival de la galette de sarrasin inc.	500
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	5 500
Festival international de la chanson de Granby	1 500
Festival Portugal International de Montréal	1 000
Festival Promutuel de la Relève de Thetford Mines	1 000
Fête des vendanges Magog-Orford	1 000
Fête du Lac des Nations inc.	500
Fêtes Gourmandes de Neuville	1 000
Fondation Alhambra Québec inc.	1 000
Fondation des pompiers du Québec pour les grands brûlés	500
Fondation des Premières Seigneuries	250
Fondation du cancer du sein du Québec	5 000
Fondation du cégep du Vieux-Montréal	1 000
Fondation du Centre Jacques Cartier	2 000
Fondation Jonction pour Elle	500
Fondation les Amis du Père Armand Gagné inc.	2 500
Fondation Madeli-Aide	1 000
Fondation pour l'alphabétisation	500
Fondation Partage Chrétien	1 000
Fondation Québec Philanthrope	500
Fondation Nouveaux Sentiers	500
Fondation Serge Marcil	500
Fondation Sur la pointe des pieds	1 000
Fonds 1804 de la persévérance scolaire	500
Foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal inc.	500
Gestion Mont Gosford	1 000
Go le Grand défi inc.	250
Grand Tour du lac Mégantic	1 000
Intégration jeunesse du Québec inc.	1 000
Intégration sociale des enfants handicapés en milieu de garde (ISEHMG)	500
Je suis Julio	500
Jeunes Musiciens du Monde	500
L'accueil d'Amos	500
L'Alliance des Communautés Culturelles pour l'égalité dans la Santé et les Services Sociaux (ACCÉSSS)	500
L'Arche l'Étoile inc.	1 000
« L'Art-Rivé » Le Centre de jour de Rivière-des-Prairies	1 000
L'Association des personnes handicapées du Kamouraska-Est inc.	500
L'Association du cancer de l'Est du Québec	1 000
L'Orchestre symphonique de Laval 1984 inc.	1 000
La Chambre de commerce de l'Ouest-de-l'île de Montréal	1 250

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Organismes	Montant
La Chambre de commerce et d'industrie de Laval	2 500
La Coupe Internationale les enfants jouent pour les enfants	5 000
La Dauphinelle	1 000
La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame-de-Foy	500
La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame-de-la-Trinité	2 000
La Fabrique de la Paroisse de Saint-Joachim	5 000
La Fabrique de la Paroisse de Saint-Joseph	1 000
La Fabrique de la Paroisse de Saint-Nazaire	3 000
La Fabrique de la Paroisse de Saint-Sauveur	1 000
La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Marthe de Gaspé	2 000
La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Rose-de-Lima	500
La Fondation B.B.C.M.	2 500
La Fondation du Guerrier	500
La Fondation Le Chaînon	500
La Ligue des Noirs du Québec	750
La Maison de la Barbade (Montréal) inc.	1 000
La Maison de Mélanie	500
La Maison des Petites Lucioles	2 000
La Maison du Partage d'Youville inc.	1 000
La Méridienne 1990	500
La perle retrouvée Haïti - Canada	500
La Popote roulante de Salaberry-de-Valleyfield	750
La Société d'horticulture de l'Île-des-Sœurs	750
La société de l'histoire des familles du Québec	500
La Société de relations d'affaires HEC inc.	1 000
La Société de St-Patrick de Montréal	500
La Tablée des chefs	2 500
La Tablée populaire	500
La Traversée (Rive-Sud)	1 000
Le Cirque des étoiles Memphrémagog	500
Le Groupe communautaire L'Itinéraire	1 000
Le Lac en fête	1 000
Le Mieux-Être des Immigrants	2 000
Le Passage centre d'aide aux proches (alcool-drogues-jeu-médicaments etc.)	1 000
Le Tiers Lieu, coop de solidarité	1 000
Le Vent dans les Arts	500
Les Amis de Samuel	500
Les Banques alimentaires du Québec	2 000
Les Chevaliers de Colomb du Conseil du Lac St-Charles, No 6867	2 000
Les Correspondances d'Eastman	1 000
Les Diabétiques de l'Outaouais inc.	1 000
Les Habitations Oasis de Pointe St-Charles inc.	500
Les Œuvres de Galilée	1 000
Les Œuvres Jean Lafrance inc.	500
Les Petits Frères des pauvres	1 000
Les programmes éducatifs JA Québec	200

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Organismes	Montant
Les Vélorails de Beaulac-Garthby	1 000
Leucan Québec	1 000
Louiseville Arts et Culture	1 000
LusoPresse Inc.	5 000
Maison de jeunes : L'Ouverture	300
Maison des jeunes de Pierrefonds inc.	2 000
Maison des Jeunes l'Antidote de Duberger	500
Maison des jeunes l'Atôme	300
Maison des jeunes l'Énergiteck	500
Maison La Vigile	500
Maison pour femmes immigrantes	500
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse inc.	500
Maison Sam X	1 000
Mirépi, Maison d'hébergement inc.	250
Moelle épinière et motricité Québec	500
Mouvement d'entraide des Cantons-Unis	1 000
Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	1 000
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand	2 000
Musée régional d'Argenteuil	500
Opération Enfant Soleil	1 000
Orchestre de la Francophonie	1 000
Parasports Québec	500
Parents engagés pour la petite-enfance (PEP)	500
Parlement jeunesse de l'Estrie	300
Parrainage civique Lanaudière	500
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	7 000
Pavillons du Nouveau Point de Vue inc.	500
Perspective Communautaire en Santé Mentale	2 000
Petits entrepreneurs	500
P.I.C.A.I. inc.	500
Productions 1847	500
Productions Quitte ou Double	2 000
Projet COMMUNIC-ACTION	500
Refuge pour les femmes de l'Ouest de l'Île	7 500
Répercussion Théâtre	500
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	1 000
Résidence de soins palliatifs de l'Ouest-de-l'Île inc.	2 000
S.A.B.E.C. (Service d'accompagnement bénévole et communautaires)	500
Sainte-Flore... Rendez-vous des peintres	500
Service Conseil AMR	1 000
Service d'Entraide de St-Jean-Chrysostome	500
Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)	500
Service des loisirs de Maskinongé inc.	1 000
Show de la rentrée Desjardins d'Acton Vale	500
Société Alzheimer de Lanaudière (SADL)	400
Société Bromont en Art	500

- Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Organismes	Montant
Société canadienne du cancer - Relais pour la vie de Lévis	500
Société d'Agriculture du Pontiac	1 000
Société d'aide au développement des collectivités (S.A.D.C.) de la MRC de Maskinongé	1 000
Société de développement commercial Wellington	2 000
Société française de Québec inc.	300
Société montréalaise des jeux des Highlands	1 700
Sœurs de Sainte-Croix	5 000
Solidarité-Partage de la Pointe-de-Sainte-Foy	500
Sparkes of Hope	500
Sur le Chemin des Artisans	500
Théâtre d'aujourd'hui	2 000
Travail de rue, actions et initiatives communautaire (T.R.A.I.C.) jeunesse	500
Un vélo une ville	500
Université de Sherbrooke	2 000
Unité Domrémy de Val d'Or inc.	300
Villa des Plateaux	500
Villa Saint-Ambroise	500
Village en chanson de Petite-Vallée	500
Village sur glace de Roberval	1 000
Ville de Lebel-Sur-Quévillon	500
Ville de Magog	300
Violence Info	500
Voix éternelles	1 000
Zone Libre Memphrémagog	1 000

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 26**) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation555.asp

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

<i>Aucune personne hors structure rémunérée par le ministère.</i>

Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i>

Q-24 Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

<i>Le ministère des Finances n'a pas de bureaux régionaux.</i>
--

Q-25 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Veillez référer à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.

Q-26 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

<i>Aucune personne n'est affectée à d'autres organismes et rémunérée par le Ministère.</i>
--

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	American Economic Association	American Economic Review & Licence	1 035
1	Brookings Institution	Brookings papers on economic activity	174
1	Brunico Communications Ltd.	Strategy	69
1	Carswell, division de Thomson Reuters	Taxnet pro Qué & Fed consumption tax library	2 517
1	Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc	8 521
1	Communication Arts	Communication Arts	95
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	1 031
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 245
1	Consensus Economics inc.	Consensus Forecasts	4 245
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	4 373
1	Courrier international	Courrier international	53
7	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada	1 225
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide du praticien canadien - CA (GDP-CA)	355
12	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada- Comptabilité pour le secteur public	1 380
5	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia	925
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Standards and Guidance Collection member Knotia	185
5	De Marque Inc.	Petit Robert en ligne (Le)	275
1	Dow Jones (Wall Street Journal)	Wall Street Journal Digital Plus	525
1	Échos (Les)	Échos (Les)	296
3	Economist, The	Economist (The)	346
1	Éditions Jewel	Bankruptcy of corporations	160
1	Éditions Juridiques FD inc., Les	Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières]	131
1	Éditions Larivière	Micro Pratique	228
8	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	630
3	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	235
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	245
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	80
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	80
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Sociétés par actions au Québec	680
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Droit transitoire civil – sources	80
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Tribunaux administratifs du Québec	281
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Loi sociétés par actions du Québec	345
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Loi sur la fiscalité municipale annotée	260
2	Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'info : Loi annotée	900

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Éditions Yvon Blais inc., Les	Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne	406
1	Euromoney Trading Limited	Euromoney	1 136
1	Euromoney Trading Limited	International Financial Law Review	4 142
1	Euromoney Trading Limited	Global Capital	1 181
4	Financial Times Ltd	Financial Times.com	2 322
1	Fondation canadienne de fiscalité	Taxfind online subscription	905
2	Foreign Affairs	Foreign Affairs	185
1	Gaudet Éditeur Itée	Infobases Lois et règlement du Canada	1 829
1	Gaudet Éditeur Itée	Infobases lois et règlements du Québec	8 266
1	Gluskin Sheff + Associates	Breakfast with Dave (publication journalière traitant de l'économie mondiale et du secteur financier)	1 050
1	HAR, Harvard Business	Harvard Business Review	215
1	Hautes études commerciales - HEC Montréal	Revue Gestion	41
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles – VAT	1 319
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe (online)	1 344
1	Institutional Investor LLC	Journal of fixed income (The)	1 152
1	John Wiley & Sons Inc.	Canadian journal of economics = Revue canadienne d'économique	369
1	John Wiley & Sons Inc.	Journal of Finance (The)	636
2	Journal de l'Assurance	Journal de l'Assurance	87
1	Journal de l'Assurance	FlashFinance.ca	125
1	National Bureau of Economic Research inc.	NBER Digest	3 011
1	New York Times Digital	New York Times	258
1	New York Times, The	New York Times	430
2	Newspaper Direct	Press Reader	3 083
1	Publications du Québec	Tableau des modifications et Index sommaire	70
1	Revue l'Actualité	Actualité (L')	40
1	Sage Publications inc.	Public Finance Review	1 723
1	SOQUIJ	Express Travail (L')	600
1	Statistique Canada	Données sur heures travaillées	453
1	Terre de chez nous, La	Terre de chez nous (La)	60
1	Thomson Reuters	Grottenthaler: Financial Derivatives	467
1	Thomson Reuters	Banking & Finance Law Review	541
1	Université Laval	Revue assurances et gestion des risques	110
1	Université Laval	Cahiers de droit (Les)	160
1	UTP Journals	Canadian public policy = Analyse de politiques	210
1	Wolters Kluwer	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	1 398
3	Wolters Kluwer	Collection fiscale du Québec, Taxes à la consommation - DVD	3 232

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
3	Wolters Kluwer	Canadian Goods and services tax reporter	2 585
7	Wolters Kluwer	Canadian Tax Library Plan with Tax Window Library & Tax Cases Archival DVD & Internet	19 588
5	Wolters Kluwer	Collection APFF combo Impôt et taxes planification financière, retraite et succession -DVD	2 767
8	Wolters Kluwer	Collection fiscale du Québec DVD	7 850
1	Wolters Kluwer	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ – DVD	1 194
2	Wolters Kluwer	Guide fiscal CCH intégrée Collection fiscale – combo + DVD + internet	903
2	Wolters Kluwer	Provincial Tax reports all provinces DVD	6 611
1	Wolters Kluwer	Contrats des organismes publics québécois	1 604
1	Wolters Kluwer	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1 631

Q-28 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n’a été déboursée à ces fins.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES

(www.finances.gouv.qc.ca)

Inclut aussi le site

BUDGET

(www.budget.finances.gouv.qc.ca)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2000-2001
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

c) Coûts de construction du site

2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2017-2018
Infrastructure et maintien de l’environnement	1 200 \$
Sécurité entourant la mise en ondes du budget (budget du 28 mars 2017 et mise à jour de novembre 2017)	2 250 \$
Hébergement annuel (cloud) et DNS	1 000 \$
Total	4 450 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

2006 – Réalisation à l’interne. Aucune refonte depuis 2006.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Le site est mis à jour quotidiennement selon les besoins exprimés par les différentes directions du Ministère.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels). (suite)

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l'équipe Web de la Direction des communications pour l'intégration et la mise à jour des contenus.

SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT
DES INFRASTRUCTURES
LOCALES (SOFIL)
www.sofil.gouv.qc.ca

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2007 – Réalisation à l'interne.

c) Coûts de construction du site

Aucun.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2017-2018
Hébergement du site (CSPQ)	600 \$
DNS (11 \$/mois)	132 \$
Total	732 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Le site est mis à jour sur une base continue.

h) Responsable du contenu du site

Le secteur du droit fiscal et des politiques locales et autochtones est responsable des contenus et alimente l'équipe Web de la Direction des communications pour l'intégration et la mise à jour des contenus.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels). (suite)

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC
(www.epq.gouv.qc.ca)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

IBM.

c) Coûts de construction du site

Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 \$ selon les informations disponibles.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2017-2018
Hébergement et entretien (main-d’œuvre seulement)	39 041 \$
Sécurité du site Web (main-d’œuvre seulement)	3 628 \$
Total	42 669 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

L’information est mise à jour sur une base continue (taux, produits, etc.). Le contenu intégral du site est révisé au besoin. Les pages les plus fréquentées du site ont été mises à jour en octobre 2017 pour les rendre adaptables aux mobiles.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe est responsable des contenus et alimente l’équipe Web d’EPQ pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels). (suite)

SITE DE LA COMMISSION D’EXAMEN SUR LA FISCALITÉ QUÉBÉCOISE
<http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/accueil/>

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2014 – Libéo.

c) Coûts de construction du site

16 000 \$.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2017-2018
Création du site	0 \$
Hébergement et DNS (5 mois : du 1 ^{er} avril 2017 au 11 août 2017)	250 \$
Total	250 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

La Commission d’examen sur la fiscalité québécoise a déposé son rapport final le 19 mars 2015. Le site est archivé depuis le 15 août 2017.

h) Responsable du contenu du site

La Direction des communications en collaboration avec le secteur des politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d’État.

Q-30 Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

<i>Veillez vous référer à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.</i>
--

Q-31 Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l’objet de la visite pour chacune d’entre elles et en précisant l’objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.

Q-32 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoquée pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

*L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.*

Q-33 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Veillez vous référer aux réponses des questions 1 et 2 des Renseignements généraux.

Q-34 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-35 La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i>
--

Q-36 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-37 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

*L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.*

Q-38 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-39 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2017-2018
(en milliers de dollars)

	2017-2018
Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l'essence	481 130

INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2017-2018 – PART FÉDÉRALE
(en milliers de dollars)

	2017-2018 ^E
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et autres types d'infrastructures	617 300
Infrastructures de transport en commun	58 186
TOTAL	675 486

E : Estimé
Note : Pour 2017-2018, les investissements estimés seront supérieurs aux sommes reçues du Fonds de la taxe sur l'essence. Cette situation est attribuable à des investissements moins élevés dans les années passées. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

Q-40 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

En 2017-2018, 358 448 \$ ont été versés pour des primes au rendement et des bonis (personnel professionnel et fonctionnaire). Aucun boni n'a été versé au personnel d'encadrement.

Q-41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Pour l'exercice financier 2017-2018, un montant total de 37 124 \$ a été versé pour l'ensemble du Ministère.
--

Q-42 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-43 Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

<i>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</i>
--

Q-44 Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.</i>
--

Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

- Le ministère des Finances (MFQ) a piloté en 2017-2018, six comités interministériels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du ministère des Finances, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité	Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.	MFQ, RQ MFQ représenté par M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers	MFQ
2) Groupe de travail sur la question des clauses de disparité de traitement dans les régimes de retraite	<p>Le groupe de travail a été mis en place pour examiner la problématique des disparités de traitement dans les régimes de retraite selon la date d'embauche et produire un état de situation. Le groupe de travail a également étudié la question des clauses de disparités dans les assurances collectives.</p> <p>Le groupe de travail a proposé des pistes de solution et a formulé des recommandations appropriées au gouvernement. Un rapport a été produit et rendu public le 23 novembre 2017.</p>	<p>MFQ⁽¹⁾, Retraite Québec, Secrétariat du travail</p> <p>MFQ représenté par M^{me} Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique</p>	MFQ ⁽¹⁾ , Retraite Québec, Secrétariat du travail
3) Comité d'experts sur le revenu minimum garanti	<p>Le comité d'experts a été mis en place par le gouvernement en juin 2016 par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, M. François Blais, et le ministre des Finances, M. Carlos Leitão. Cette démarche vise à explorer de nouvelles approches pour lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, favoriser l'inclusion sociale et tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti.</p> <p>Dans le cadre des travaux, un rapport d'étape et un rapport final en deux volumes ont été publiés le 13 novembre 2017.</p>	<p>MFQ, MTESS</p> <p>M^{me} Dorothee Boccanfuso, professeure titulaire, Dépt. d'économique, École de gestion de l'Université de Sherbrooke, présidente du comité</p> <p>M. Jean-Michel Cousineau, économiste, professeur titulaire, École de relations industrielles de l'Université de Montréal</p> <p>M^{me} Raquel Fonseca, professeure agrégée, Dépt. des sciences économiques, École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal</p> <p>MFQ représenté par M^{me} Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique</p>	MFQ, MTESS
4) Comité interministériel sur la présence des sièges sociaux au Québec et le contrôle des entreprises québécoises	Le comité a été créé afin de suivre la mise en œuvre des mesures annoncées dans le cadre du Plan pour que l'économie québécoise soit davantage une économie de dirigeants rendu public le 21 février 2017, et de s'assurer que ces mesures atteignent leurs objectifs.	<p>MFQ, MESI, MCE</p> <p>MFQ représenté par M. David Bahan, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État</p>	MFQ

Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
5) Comité interministériel sur l'industrie brassicole	Les objectifs des travaux sont d'identifier les enjeux, tant financiers que réglementaires, pour assurer le plein développement de l'industrie brassicole du Québec.	MFQ, RACJ, MESI Association des brasseurs du Québec Association des microbrasseries du Québec MFQ représenté par M. David Bahan, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État	MFQ
6) Comité pour l'accès aux données	<p>Le Plan économique du Québec de mars 2017 a annoncé la mise en place d'un comité de travail afin d'élaborer un processus général d'accès à certains renseignements aux fins de recherche, notamment dans le domaine de la santé.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à une annonce dans le Plan économique du Québec de mars 2018. Cette annonce prévoit la simplification du processus d'accès notamment par la mise en place d'un guichet de services pour les demandes d'accès des chercheurs.</p> <p>Les travaux du comité se poursuivront afin d'orienter et d'assurer l'évolution du processus d'accès, notamment par l'analyse des bonnes pratiques développées par les autres juridictions.</p>	MSSS, MESI, RAMQ, ISQ, CAI, SAIRID MFQ représenté par M. David Bahan, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État	MFQ

(1) Le groupe de travail était présidé par M. André Fortin, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, alors adjoint parlementaire du ministre des Finances.

Q-46 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-47 Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-48 Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-49 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-50 Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

Q-51 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

Q-52 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Q-53 Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Q-56 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Q-57 Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Q-58 **Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par le sous-ministre ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.**

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

<i>Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.</i>
--

- Q-59 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :**
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital)

Extraits de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2017-2018 du MFQ

	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Provision	Total
Encadrement	0,0	0,0	776,4	0,0	5,0	0,0	781,4
Continuité	1 005,0	1 643,0	4 230,0	834,2	0,0	0,0	7 712,2
Projets	0,0	406,8	184,1	0,0	0,0	130,0	720,9
Grand total	1 005,0	2 049,8	5 190,5	834,2	5,0	130,0	9 214,5

	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total
Encadrement	0,0	781,4	781,4
Continuité	313,0	7 399,2	7 712,2
Projets	392,0	328,9	720,9
Grand total	705,0	8 509,5	9 214,5

b) Grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Veuillez vous référer à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.

- Q-60** a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La masse salariale pour 2017-2018

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Les indemnités de retraite pour 2017-2018

14 départs

Q-61 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.</i>

Q-63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

*L'information sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.*

Q-64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

<i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i>

Q-65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Dépense totale en 2017-2018 :

21 826 \$

Liste des associations, ordres ou corporations professionnelles :

Association de la sécurité de l’information du Québec
Association des archivistes du Québec
Barreau du Québec
Cercle Finance du Québec
Institut d’assurance du Canada
Institut des auditeurs internes
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec
Réseau de capital d’investissement du Québec

Q-66 Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-67 Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.